



**ARRÊTÉ DU MAIRE N° 131/2026
PORTANT SUR L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC**

Le Maire de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, Article L2122-22, L2122-23,

VU le Décret-Loi du 17 Juin 1938, devenu Article L.84 du code du Domaine de l'Etat,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la délibération n°12/2025 portant sur la mise à disposition à titre gratuit du domaine public.

Vu l'arrêté n°17/2026 portant sur l'autorisation d'occupation du domaine public.

CONSIDÉRANT la requête en date du 18 novembre 2025 par laquelle Monsieur DEGIOANNI Arnaud **Président** de L'association « **LES SARMENTS DE LA SAINT-VINCENT** », sollicite une autorisation d'occupation temporaire du domaine public du **jeudi 22 janvier 2026 à partir de 18h00 au lundi 26 janvier 2026 14h00** pour l'organisation de sa manifestation « **Fête de la Saint-Vincent** ».

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°17 est abrogé.

ARTICLE 2 : L'association « **LES SARMENTS DE LA SAINT-VINCENT** », est autorisée à occuper temporairement le domaine public, du **jeudi 22 janvier 2026 à partir de 18h00 au lundi 26 janvier 2026 14h00** pour l'organisation de sa manifestation « **Fête de la Saint-Vincent** ». L'accueil du public se fera de **10h00 à 18h00**.

ARTICLE 3 : La présente autorisation se rapportera exclusivement aux dates, horaires et voies mentionnés à l'article 3 et est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux conditions spéciales énoncées aux articles ci-après.

ARTICLE 4 : Le domaine public ne pourra être occupé qu'aux lieux suivants :

- **Place Malherbe,**
- **Boulevard Bonfils**
- **Autour de la fontaine place Malherbe,**
- **Places de parking en face de la pharmacie de la Basilique,**
- **Ensembles des places de parking de Atol au glacier.**
- **Parvis de la Basilique (discours protocolaires à la sortie de la messe).**

ARTICLE 5 : La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour des raisons de non-respect par le permissionnaire des conditions imposées aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 : Il est rappelé au pétitionnaire que les autorisations d'occuper le domaine public sont délivrées à titre personnel, elles ne comportent aucun droit de cession **ni sous-location**.

ARTICLE 8 : Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis -à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers

ARTICLE 9 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulon pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à partir de sa notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, les agents de la Police Municipale, le commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune et publié sur le site de la ville.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat, en application de l'article L 2131-1 du Code Générale des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L 2131-1 dudit code.

Fait à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, le 16 janvier 2026

Le Maire,
Alain DECANIS

